

POUVOIRS PUBLICS ET JUSTICE SOCIALE

DISSERTATION: « Comment les pouvoirs politiques peuvent-ils favoriser l'égalité ? »

Analyse du sujet

Comment: par quels mécanismes, par quelles institutions, par quelles lois...

Définitions: Pouvoirs publics et les 3 égalités (droits, chance et situation) et introduire la notions d'équité. Il s'agit donc de lutte contre les « inégalités injustes ».

Problématique : quelle égalité les pouvoirs publics doivent-ils mettre en oeuvre et comment?

Accroche : Devise républicaine= liberté, égalité, fraternité + Les manifestations contre le mariage pour tous

Plan:

1. LES POLITIQUES D'EGALITE DES DROITS ET DES CHANCES

A) amélioration continue de l'égalité en droit par des lois

- a. Processus historique Selon l'article premier de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 : "les hommes naissent libres et égaux en droits". Les mêmes règles s'appliquent à tous : c'est une égalité de droit qui donne naissance à la démocratie libérale.
- b. (ex , égalité devant l'impôt à la révolution française, vote des femmes en 1945, parité H/F, orientation sexuelle actuellement...)
- c. Processus appuyé par la théorie libérale. C'est la seule égalité dont l'Etat est responsable pour qu'il y ait une juste compétition entre individus.

D) L'égalité des chances prolonge et s'appuie sur l'égalité en droit

- a. L'égalité des chances passe par l'école
Démocratisation et méritocratie...mais Pbs actuels
- b. Des politiques de discrimination positive: RAWLS et l'équité: => bourses, ZEP...mais aussi parité électorale H/F ...Décriée par certains comme étant stigmatisante.

2. LES POLITIQUES QUI VISENT A ASSURER L'EGALITE DES CONDITIONS

A) Les objectifs :

Ce n'est pas l'égalité totale que l'on a comme objet (contrairement aux 2 autres égalités) parce que l'égalité n'est pas synonyme de la justice. De plus dans un système capitaliste les inégalités sont, selon les libéraux, à l'origine des incitations qui font l'efficacité de l'économie de marché. L'objectif est donc de réduire les inégalités pour les porter à un niveau jugé supportable, et non de les supprimer.

Les interventions des pouvoirs publics en faveur de l'égalité entre les différentes catégories sociales portent surtout sur la répartition des revenus et des patrimoines. Trois instruments principaux sont utilisés pour réduire les inégalités de richesse : la fiscalité, les prestations sociales et la fourniture de services gratuits ou quasi-gratuits.

B) les politiques fiscales:

l'impôt sur le revenu est progressif (son taux augmente avec le revenu) : il représente un apport de revenu pour de nombreux ménages pauvres, grâce à la prime pour l'emploi, mais réduit de 13 % environ le revenu des 10 % les plus riches. Mais au total, le système fiscal français est faiblement redistributif : il réduit peu les inégalités. Certains travaux montrent même que les très hauts revenus sont moins imposés que les revenus moyens. (Thomas Piketti)

B) Les prestations sociales au fondement de l'Etat Providence

- a. *Pourquoi les prestations? ses logiques et ses buts (logique d'assurance et d'assistance).*
- b. *description du système français*
- c. *Limites de la redistribution (les crises de l'Etat Providence: financière, efficacité, légitimité)*

C. la production de services publics: ex: Ecole, Justice...ouvert à tous . La gratuité réduit de manière sensible l'inégalité des niveaux de vie.

conclusion: Les pouvoirs publics favorisent l'égalité par la lois, la redistribution des richesses, la production de services non marchands,. L'éventail des moyens mis en oeuvre est large. mais la crise économique , la financiarisation de la mondialisation et une certaine forme d'individualisme contrarie ces politiques. Actuellement les inégalités ont plutôt tendance à se creuser ... mais moins en France qu'aux Etats Unis par exemple où la recherche de l'égalité est moins forte.

DISSERTATION:

Dans quelle mesure l'action des pouvoirs publics est-elle efficace pour lutter contre les inégalités?

- « Dans quelle mesure => 2 parties: il va s'agir de rechercher et d'analyser les principaux moyens par lesquels les pouvoirs publics peuvent contribuer à lutter contre les inégalités puis d'en montrer les limites.
- Il faut définir :
 - Les pouvoirs publics: L'action des pouvoirs publics regroupe celles de l'Etat, des collectivités locales et des administrations de sécurité sociale (on pourrait y ajouter celle des institutions européennes...)
 - les inégalités sont de différents ordres : de droits, des chances, de situations. Elles sont aussi pluridimensionnelles : économiques, sociales, culturelles...et cumulatives.
- problématique: l'action des pouvoirs publics, et notamment celle de l'Etat-Providence, à travers la redistribution, les services collectifs et la législation cherche à réduire les différents types d'inégalités. Est-ce toujours efficace ?

« *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits.* » C'est ainsi que s'ouvre la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. (analyse du sujet avec les définitions)

Contre quelles inégalités lutter? avec quels moyens et quelle efficacité?

Après avoir mis en évidence le caractère égalisateur de l'action des pouvoirs publics, nous en montrerons les différentes limites.

I Une action publique qui cherche à lutter contre les inégalités

1. **Le rôle de la fiscalité : redistribution verticale** pour réduire les inégalités de situations
- 2 **Le rôle de la protection sociale et de la redistribution** pour réduire les inégalités de droit et de situation
- 3 **La redistribution par les services collectifs (santé, école, logement...)** pour réduire les inégalités de droit et de chances
- 4 **La lutte contre les discriminations** pour réduire les inégalités de chances

II Une action publique à l'efficacité limitée et parfois critiquée

- 1 **Une fiscalité peu correctrice des inégalités**
- 2 **Une protection sociale qui peine à réduire la pauvreté**

3 Des services collectifs peu efficaces dans la lutte contre les inégalités (école et santé)

4 Des discriminations toujours présentes (discrimination à l'embauche)

5. Les actions des pouvoirs publics sont critiquées par certains libéraux : risque de désincitation et effets pervers.

conclusion : Les inégalités sont nombreuses et cumulatives ce qui explique les limites de l'action des pouvoirs publics. Même si l'école française reste très inégalitaire, il faut reconnaître qu'en France, les inégalités, contrairement à la plupart des pays, n'ont pas augmenté pendant la dernière crise.

EC3 « Après avoir montré comment les pouvoirs publics dans les pays industrialisés peuvent favoriser l'égalité des chances, vous expliquerez la persistance de certaines formes de reproduction sociale.

Définitions de l'égalité des chances, de pouvoirs publics et de la reproduction sociale. Le Plan est donné.

I Les pouvoirs publics cherchent à favoriser l'égalité des chances au travers de leurs politiques dans le domaine économique et social

- A) *Au travers de leur politique d'éducation et la discrimination positive*
- B) *Au travers du rôle régulateur de l'Etat : les prestations (bourses, APL pour les étudiants, santé...), services publics (école publique, universités et grandes écoles, logements pour étudiants...)*
- C) *Lutte contre les discriminations sociales, ethniques...au travail*

II Mais persistent certaines formes de reproduction sociale

- A) *L'Ecole, loin d'être un vecteur de justice sociale (méritocratie à la française) reproduirait les inégalités sociales de départ*
- B) *insuffisance et crise de l'Etat Providence (voir au-dessus)*

conclusion: L'Etat cherche à corriger les tendances du corps social à la reproduction des élites, par différentes politiques : politique d'éducation, fiscalité, protection sociale, aide au plus défavorisés, lutte contre les discriminations. Mais le contexte économique actuel contrarie ses efforts dans ce domaine : chômage de masse, mondialisation qui accentue les inégalités au sein des pays développés.